

AP n° 2026-APC-70-IC

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
instaurant un contrôle supplémentaire sur les installations de réfrigération à l'ammoniac

SOCIÉTÉ VANDEMOORTELE
1 rue des Macecliers
51689 Reims

Le Préfet de la Marne

Vu le Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-86-IC du 27 mai 2004, autorisant la société CROUSTIFRANCE à exploiter un établissement de fabrication de produits de base ou semi-finis, en pâte levée ou feuilletée, vendus sous forme crue surgelée ou frits surgelés pour donuts ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-APC-167-IC portant modifications des conditions d'exploitation au sein de l'installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation de la société Vandemoortele Bakery Products France sise 1 rue des Macécliers à Reims ;

Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées suite à la visite d'inspection du 9 février 2026 ;

Vu le courrier transmis à l'exploitant le 2 mars 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu l'absence d'observations, qui vaut accord tacite, de la part du demandeur.

CONSIDÉRANT que les rapports de visite annuelle de 2024, pour la salle des machines 1 (SDM1), et de 2025 pour la salle des machines 2 (SDM2), font apparaître de nombreuses non-conformités, que les rapports de vérification des Équipements Importants pour la Sécurité (EIPS) et des détecteurs NH3 de 2025 font état de nombreux dysfonctionnements et de l'absence de contrôle sur certains équipements mettant en cause la sécurité des installations de réfrigération à l'ammoniac ;

CONSIDÉRANT l'absence de plan d'action visant à résorber l'ensemble des écarts et des dysfonctionnements ;

CONSIDÉRANT que l'ammoniac est un fluide toxique susceptible d'affecter les intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le fonctionnement des installations dans des conditions garantissant la sécurité n'est pas garanti au vu des nombreux écarts relevés ;

CONSIDÉRANT que l'article 9 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé dispose :
« *Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix par l'exploitant est soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées. Les frais occasionnés par ces études sont supportés par l'exploitant.* » ;

CONSIDÉRANT par ce qui précède qu'il y a lieu de faire réaliser des contrôles supplémentaires par une société tierce et d'encadrer le contrôle.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRETE

Article 1 : Objet

La société VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE, dont le siège social est situé ZA le Haut Montigné - 35370 TORCE, et dont le site d'exploitation est implanté situé 1 rue des Macecliers 51689 REIMS, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations en respectant les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Réalisation de contrôles

L'exploitant fait réaliser à ses frais, par un organisme, un contrôle de ses installations de réfrigération de l'ammoniac, incluant SDM1 et SDM2. L'organisme choisi est indépendant de l'exploitant et de ses prestataires chargés usuellement du suivi de SDM1 et SDM2.

Le choix de l'organisme est soumis à l'approbation de l'Inspection des installations classées.

L'organisme choisi pour réaliser le contrôle doit :

- vérifier le fonctionnement des Équipements Importants pour la Sécurité (EIPS) ;
- vérifier la cohérence et l'adéquation des procédures de contrôle et d'entretien des EIPS.

Les raisons de production ne pourront être invoquées pour ne pas réaliser les contrôles des arrêts d'urgence, des détecteurs, des vannes de sectionnement et autres EIPS tant que cela ne met pas en cause la sécurité et l'intégrité des installations.

Le contrôle est réalisé dans les trois mois qui suivent la notification du présent arrêté.

Article 3 : Poursuite du fonctionnement de SDM1 et de SDM2

Le fonctionnement de SDM1 et/ou 2 est conditionné aux résultats du contrôle mentionné à l'article 2.

En cas de conclusions remettant en cause la sécurité des installations et le fonctionnement des EIPS, l'exploitant procède à l'arrêt de SDM1 et SDM2. Leur remise en fonctionnement est conditionnée à la remise en conformité des EIPS et à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées.

Article 4 : Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément à l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 5 : Droits des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

Article 6 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la Délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, au Service interministériel de défense et de protection civile, à la Direction départementale des territoires – service urbanisme, au service départementale des services d'incendie et secours de la Marne, à la Direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie ainsi qu'à Monsieur le Maire de Reims qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le Directeur de la société VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE dont le siège social est situé ZA le Haut Montigné - 35370 TORCE.

Monsieur le Maire de Reims procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le **30 MARS 2026**

**Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général,**



Thibaut FÉLIX